

Lettre d'un enseignant au ministre de l'Éducation

Monsieur le Ministre,

J'enseigne au secondaire depuis de nombreuses années et jamais je n'ai vu tant de collègues éprouver de telles difficultés à accomplir leur tâche. On sait également qu'un très grand nombre de nouveaux professeurs décrochent, on sait que même à l'université, la connaissance du français des étudiants laisse à désirer, et on pourrait continuer...

Bien sûr, ça fonctionne mieux à certains endroits qu'à d'autres, mais si l'on en est rendu au point d'avoir des policiers en permanence dans plusieurs écoles, on peut bien penser que, dans la même province, la situation générale s'est dégradée ; or je ne parlerai même pas ici du taxage, de la drogue, etc. Ce qui m'inquiète, c'est le peu d'études sérieuses et de devoirs qui se font à la maison et la façon dont les jeunes nous arrivent en classe.

Les jeunes se bousculent dans les corridors, ils se sont couchés on ne sait pas à quelle heure la veille, ils ont mangé vite, mal ou pas du tout, ils se relèvent d'une peine d'amour, ils travaillent trop d'heures pour faire des sous, ils se fichent de tout parce qu'ils savent qu'ils vont passer par promotion automatique, ils savent qu'ils peuvent déranger sans faire face à de lourdes sanctions, et ils se retrouvent dans un *melting pot* d'élèves brillants, extrêmement faibles, délinquants, etc.

Ils arrivent dans la classe d'un prof qui a entre 120 et 250 élèves qu'il va commencer à connaître en avril. Le prof va prendre un certain temps juste pour les calmer et va éviter toute activité qui risque de déraper ; déjà là, de nombreuses idées pédagogiques hautement profitables ne pourront jamais être actualisées. Les meilleurs vont s'ennuyer de ce que le prof ne va pas assez vite et, à cause des délinquants intégrés et de la mauvaise influence qu'ils exercent, le prof sera sur le qui-vive et n'aura pas une seconde pour les très faibles qui sont ainsi « parqués » au lieu de bénéficier du soutien de spécialistes, comme c'était le cas auparavant.

Bien sûr que si vous avez un super directeur appuyé d'une super équipe, des miracles pourront être accomplis, mais le système devrait pouvoir fonctionner avec des gens de bonne volonté, pas seulement avec des surhommes.

À la maison maintenant : ils arrivent, les parents sont encore au travail. Quand ceux-ci reviennent, les jeunes déclarent qu'ils n'ont ni devoir ni leçon et ils passent des heures à clavarder ou devant la télé ou les jeux vidéo. D'autres passent de l'école au travail et entrent à la maison tard le soir. Encore là, il faut comprendre que certains étudient, mais je vous garantis que ce n'est pas la majorité.

Je ne blâme pas ici les parents, ils subissent eux aussi le fait que nous soyons dans une société permissive. De plus, les changements de programmes, entre autres, ont fait qu'il leur est compliqué de suivre leur jeune dans ses études. Ce qu'il faut, c'est un changement de culture ; on a réussi à changer les mentalités face au tabagisme, on devrait pouvoir faire de même pour ce qu'on peut appeler le culte de l'enfant-roi. Il est temps de répondre aux besoins des jeunes avant de répondre à leurs désirs.

Donnons à l'école les pouvoirs de ses responsabilités afin que le climat s'améliore ; à la limite, mieux vaut la pire méthode d'enseignement dans le meilleur climat que l'inverse.

Tous les profs connaissent des collègues brûlés et d'autres qui ont quitté l'enseignement à cause de conditions quasi intenable. Si rien n'est fait, dans quelques années, la moitié des profs du Québec ne pourront faire beaucoup mieux que du *baby sitting*.

Je souhaite que le Québec soit assez fou de ses enfants pour effectuer le redressement qui s'impose.

Veuillez accepter, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Serge Bellemare

Enseignant, Commission scolaire Lester B. Pearson

Les enseignantes nigériennes sur la voie du leadership

Dans l'obscurité d'une salle de classe jaunie par le temps, aux fenêtres dénudées et aux armoires émiettées, attablée à une planche de bois imprégnée de rêveries adolescentes, M^{me} Sidibe Fatou Aw, fondatrice du Réseau des femmes enseignantes du Niger (REFEN), appelle 38 de ses consoeurs à rompre les chaînes de leur isolement syndical, au nom du « leadership féminin ».

Mettant le cap sur la promotion des femmes enseignantes, le Syndicat national des enseignants du Niger (SNEN) a tenu des assemblées générales et a dispensé de la formation sur le leadership féminin d'un bout à l'autre du territoire, en décembre 2003. Ainsi, plus de 5000 militants, dont 31 % de militantes, ont bravé les longues distances de ce pays d'Afrique presque aussi grand que le Québec, malgré des moyens de communication et de transport des plus précaires au monde, pour répondre au mot d'ordre du secrétaire général, Kassoum Issa : « Au lieu de parler des femmes, laissons parler les femmes ! »

« L'objectif est d'amener les femmes à occuper 50 % des postes de responsabilités au sein de toutes nos structures », déclarait M^{me} Amina Tiémogo, secrétaire chargée des femmes enseignantes, et à ce titre présidente du REFEN, lors du lancement de la campagne de décembre. En effet, à la création de cette commission spécialisée en 2002, les femmes représentaient plus du tiers des effectifs du SNEN, mais n'occupaient que 18 % des postes syndicaux.



LUC ALLAIRE

La CSQ maintient des projets de coopération avec le Syndicat national des enseignants du Niger.

Si elles sont minoritaires dans la fonction enseignante du Niger (36 %), c'est que, historiquement et culturellement, son système éducatif, sa société et son administration politique ont défavorisé les femmes. Aujourd'hui, « l'épouse d'un homme non salarié n'a pas droit aux allocations familiales de ses enfants du fait qu'elle n'est pas chef de famille », explique M^{me} Tiémogo. De plus, dans un pays à 99 % musulman, l'avancée des femmes se heurte aux interprétations conservatrices du livre saint, « mais on n'a jamais dit dans le Coran que la femme est inférieure à l'homme ! » Avec l'alphabétisation des jeunes filles (13 % en 1999), le défi de la société nigérienne consiste aujourd'hui à « convaincre les femmes d'occuper des postes de responsabilités dans toutes les organisations de masse, que ce soit dans les syndicats, les partis politiques, les associations ou les ONG. L'essentiel pour nous, c'est que les femmes émergent ».

La craie valsant entre les cratères d'un tableau vétuste, M^{me} Rakiatou Ali Saimalou, coordonnatrice du REFEN pour la région de Dosso, expose aux enseignantes et aux enseignants de la brousse l'importance d'encourager et de soutenir les candidatures féminines aux postes syndicaux, « La lutte, personne ne peut la faire à notre place ! C'est une lutte des femmes d'abord. Ensuite, nous serons soutenues par notre syndicat. Nous devons d'abord nous mobiliser. Nous devons d'abord nous convaincre que cette lutte est la nôtre ! »

Grâce au soutien de la CSQ, plus de 800 militantes sont actuellement formées en leadership féminin, pour qu'elles briguent des postes au sein des 80 bureaux locaux et régionaux du SNEN, qui ne comptaient que 149 femmes en 2001. En janvier 2004, la percée des femmes dans les conseils déjà renouvelés permet de croire que celles-ci occuperont 40 % des postes syndicaux. Un élan qui révèle toute la pertinence du Réseau des femmes enseignantes du Niger devenu une référence pour la lutte féministe africaine.

Wilfried Cordeau

Enseignant québécois et coopérant au Niger

Pour voir publier votre lettre, vous pouvez nous écrire :

- par courrier :
Nouvelles CSQ
9405, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1L 6P3
- par courriel :
allaire.luc@csq.qc.net
- par télécopie :
(514) 356-9999

Professionnelles Juste pour l'éducation

Prêt pour l'achat d'une maison?

Forfait Avantage habitation*

- Hypothèque préétablie
- Option Multiprojets
- Rabais sur votre prime d'assurance hypothécaire
- Paiement de vos frais d'évaluation
- Gamme diversifiée de prêts hypothécaires

*Certaines conditions s'appliquent. Les caractéristiques peuvent différer d'une caisse à l'autre.



Desjardins Caisses d'économie de l'Éducation

Montréal métropolitain

- Caisse d'économie Éduco Montréal (514) 351-7295
- Caisse d'économie Deux-Montagnes Deux-Montagnes (450) 473-6798

Laurentides

- Caisse d'économie Laurentienne Sainte-Agathe-des-Monts (819) 326-2700
- Caisse d'économie Henri-Bourassa Mont-Laurier (819) 623-4014

Estrie et Centre du Québec

- Caisse d'économie des Cantons Sherbrooke (819) 566-1181
- Caisse d'économie des Vieilles Forges Trois-Rivières (819) 374-3119
- Caisse d'économie de la Vallée de l'Amiante Thetford Mines (418) 338-4641

Monterégie

- Caisse d'économie Honoré-Mercier Saint-Jean-sur-Richelieu (450) 348-9214
- Caisse d'économie Marie-Victorin Tracy (450) 742-3791

Lanaudière

- Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs (Québec) Joliette (450) 753-7055

Abitibi-Témiscamingue

- Caisse d'économie du Cuivre Rouyn-Noranda (819) 764-6135

Côte-Nord

- Caisse d'économie de Sept-Îles Sept-Îles (418) 962-7241

Québec

- Caisse d'économie de l'Éducation (région de Québec) (418) 628-2186